

lorsqu'il s'est levé à la Chambre tandis qu'un autre député parlait de cette question, et a déclaré que cette année avait été une année record pour la vente de grains. Puis-je poser une question au ministre? Est-il au courant de la situation économique des Prairies? Permettez-moi de dire que si c'est le mieux qu'on puisse faire et si la situation est devenue aussi sérieuse qu'elle ne l'est aujourd'hui dans les Prairies, c'est qu'il doit y avoir quelque chose de radicalement erroné dans le programme du gouvernement. Permettez-moi de répéter ce que j'en ai déjà dit dans l'ensemble. Il se fonde sur la réduction de tout—réduction de la production, des céréales, du bétail et même du nombre d'exploitants agricoles. Sur les 430,000 qu'ils sont au total, le gouvernement veut obliger 200,000 d'entre eux à se retirer de la culture. Voilà tout son programme. Le ministre le sait aussi bien que moi. Il sait aussi bien que n'importe quel homme d'affaires des Prairies que la situation est terrible dans l'agriculture et que la situation économique dans cette région est terrible elle aussi. Les cultivateurs ne peuvent payer leurs dettes; ils ne peuvent vendre leurs produits et ceux-ci sont entassés jusqu'aux solives, comme je l'ai déjà dit.

Parlant hier soit du bill sur l'agriculture, le ministre a déclaré, comme il est consigné à la page 5835 du *hansard*:

J'ai été très ennuyé par les manœuvres auxquelles certains députés ont eu recours lors de l'étude de la précédente mesure, car j'ai cru y voir un signe qu'on retarderait ces bills sans égard au bien des agriculteurs de l'Ouest.

Il n'est pas le seul à se troubler, à s'inquiéter. S'il avait écouté les discours des députés de notre parti, il saurait pourquoi les cultivateurs sont troublés et inquiets. C'est la question qu'il a lui-même soulevée qui nous préoccupe. Bien qu'il ait affirmé que nous réaliserons des ventes de grain sans précédent, l'économie des Prairies n'a jamais été aussi mal en point depuis bien des années. Le ministre l'admettra, je pense.

Quel est le problème? Je ne critique pas le ministre lui-même. J'aimerais seulement qu'il fasse ce qu'il nous demande de faire, écouter. Il peut dire que d'après tous les indices, notre régime actuel d'exportation de grains fonctionne au maximum et que si nous perdons des ventes, c'est que nous ne pouvons satisfaire aux exigences des livraisons. Il pourrait ajouter que si nous en avions pour une valeur de 25 millions de plus à vendre, nous ne pourrions pas en assurer la livraison.

L'hon. M. Lang: C'est faux.

M. McIntosh: D'après le ministre, c'est faux. Depuis qu'on lui a confié son portefeuille actuel, il trouve des échappatoires chaque fois que nous trouvons à redire parce que le grain n'est pas acheminé vers la côte du Pacifique ou qu'il n'y est pas acheminé en assez grande quantité. Une fois, il faisait trop froid pour le transport du grain par rail. Une autre fois, la main-d'œuvre était à blâmer. Il y avait une grève. Quoi qu'il en soit, les chemins de fer n'ont pas acheminé le grain. On invoquait toujours des excuses. En lisant le journal l'autre jour, j'ai vu qu'on nous conditionnait pour une autre situation susceptible de se produire à la tête des Grands lacs. On nous dit maintenant que, par suite de l'ouverture tardive des Grands lacs, il se peut qu'on ne puisse exécuter au cours de la saison de navigation les livraisons promises.

M. Benjamin: C'est aussi la faute du bon Dieu!

M. McIntosh: Si notre régime comporte des lacunes, revenons au point de départ et modifions-le. Que se passe-t-il? Le ministre nous parle de ventes records et pourtant l'économie des Prairies n'a jamais autant périçité. Quelque chose ne va pas du tout. Serrons-nous les coudes et cessons de nous entre-déchirer.

• (9.20 p.m.)

Des voix: Bravo!

M. McIntosh: Le ministre nous a également dit que certains dirigeants agricoles et hommes politiques avaient fait des déclarations particulièrement regrettables. Ces gens ne sont parvenus qu'à susciter la crainte chez des cultivateurs qui désiraient réussir; le gouvernement avait l'intention de les aider en mettant le système dans le meilleur état de fonctionnement possible. Mais il reconnaîtrait certes que les représentants de ce côté-ci de la Chambre et les dirigeants agricoles dont il parlait, ont des raisons de s'inquiéter de la situation des Prairies car, autrement, nous ne perdriions pas notre temps ici à prêcher dans le désert.

Il faut que le ministre examine plus à fond la situation. Dans une démocratie, il convient que l'information circule librement. Une des raisons pour lesquelles nous posons ces questions est que le ministre refuse quotidiennement d'y répondre pendant la période des questions. S'il acceptait de relire certaines de ses réponses il s'apercevrait à quel point elles sont entachées de politique. Il éviterait alors de faire des déclarations comme celle que j'ai évoquée. Il n'est pas plus doué que le reste de la Chambre ou que les dirigeants des organismes agricoles. Ils n'est pas le seul à savoir ce qui est souhaitable pour l'agriculture. Pourquoi ne prend-il pas conseil? Il s'adresse apparemment aux moins susceptibles de le conseiller.

A sa place je suivrais le conseil du premier ministre (M. Trudeau). Que veut dire «démocratie active»? Y participerons-nous ou pas? Le premier à en avoir parlé est Mao Tsé-Toung. Le ministre veut-il que nous adoptions cette mentalité? L'applique-t-il dans ses efforts pour obliger 200,000 cultivateurs à quitter leurs terres? Essaie-t-il d'assurer le contrôle complet de la production et de tout ce qui se rapporte à l'agriculture? D'après certains de mes amis c'est son objectif. En d'autres termes, il penche plus à gauche que certains députés du parti siégeant à ma gauche. Il bat les socialistes sur leur propre terrain et c'est une performance.

En réalité, le bill contient deux idées et nous ne trouvons rien à redire à la première. Nous sommes tous en faveur du classement d'après la teneur en protéines et nous félicitons chaleureusement le ministre de présenter des dispositions à ce sujet dans le bill. Mais pourquoi fallait-il incorporer des dispositions de façon à faire passer le colza et d'autres céréales sous le contrôle de la Commission canadienne du blé? Était-ce pour nous prendre au piège? Dans ce cas, le ministre a réussi, car tous les députés de ce côté-ci de la Chambre qui ont pris part au débat jusqu'ici ont qualifié ces dispositions d'inutiles.

Si le classement d'après la teneur en protéines est exigé par nos clients, nous pouvons les satisfaire, car du point de vue des protéines, nous avons un des meilleurs blés au monde. Si le ministre s'en était tenu à ces dispositions, la mesure aurait été adoptée à la Chambre en l'espace d'une heure, mais il voulait adopter la formule glo-